

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 octobre 2020

PLF POUR 2021 - (N° 3360)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° II-793

présenté par

M. Ruffin, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Coquerel, M. Corbière, Mme Fiat, M. Lachaud,
M. Larive, M. Mélenchon, Mme Obono, Mme Panot, M. Prud'homme, M. Quatennens,
M. Ratenon, Mme Ressiguiier, Mme Rubin et Mme Taurine

ARTICLE 33**ÉTAT B****Mission « Plan de relance »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Écologie	0	0
Compétitivité	0	900 000 000
Cohésion	900 000 000	0
TOTAUX	900 000 000	900 000 000
SOLDE	0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

"« Pendant l'année, normalement, j'ai deux boulots de baby-sitter. Un le matin, à 7 h, il faut que je me lève à 5 h 30, que je prenne le bus à 6 h 20, et je suis chez la personne vers 6 h 50. Je dépose le petit garçon à l'école à 8 h 30 et ensuite, soit je vais en cours, soit je reviens ici. Et le soir, entre 16 h 45 et 18 h 45, parfois plus tard. Mais pendant le printemps, forcément, ces petits boulots se sont

arrêtés. Heureusement, les profs ont très vite mis sur pied une association qui livrait des colis-repas. Ça a sauvé pas mal de monde. »
Ce mercredi, dans sa petite chambre du Crous, dans le centre de Lyon, je rencontrais Amanda, étudiante en langues étrangères, anglais et chinois. Elle est la première de sa famille, père, mère, frère, tout compris, à entrer à l'Université. Boursière, presque à l'échelon le plus élevé, 480 € par mois, 300 € restants après loyer et APL. Amanda n'est malheureusement pas un cas isolé. Cette histoire est commune pour des milliers d'étudiants privés de leurs petits boulots durant le confinement, se retrouvant sans revenus ou presque. 74% des 18-25 ans ont eu des difficultés financières durant le confinement.

Est-ce du passé ? Non. Non, parce que les petits boulots n'ont pas repris, les bars et restaurants sont en difficulté. Non, parce qu'ils sont 700.000 jeunes à être arrivés sur un marché de l'emploi à l'agonie. 500.000 suppressions d'emploi prévues par l'INSEE. Alors qu'un jeune sur cinq vit sous le seuil de pauvreté en temps « normal », les chances de s'en sortir disparaissent avec cette crise. Alors, on propose ici une mesure de bon sens, soutenue par de nombreuses associations : étendre le RSA aux moins de 25 ans. Cela permettra d'avoir un premier filet de sécurité. Insuffisant, mais minimum.

Ce RSA accessible aux jeunes est aussi l'opportunité de leur donner une majorité sociale en plus de démocratique.

Cet amendement d'appel vise à ouvrir 900 millions d'euros d'AE et CP pour l'action 02 « jeunes » du programme 364 « Cohésion » gagée par la baisse de 900 millions d'euros de crédits d'AE et CP provenant de l'action 04 « Mise à niveau numérique de l'État, des territoires et des entreprises – modernisation des administrations régaliennes » du programme 363 « Compétitivité » de la mission « Plan de relance ».

Les règles de recevabilité nous obligent en effet à gager via un transfert de crédits provenant d'un autre programme de la mission. Nous appelons néanmoins le gouvernement à lever le gage."